



DÉBAT NATIONAL

Exprimons-nous !

ORGANISER DES DÉBATS

Ce kit a pour objectif de fournir un support méthodologique aux militants et structures CFDT qui souhaitent organiser un débat dans le cadre du Débat national. Il fournit quelques outils méthodologiques pour le déroulement d'un débat serein et une présentation des thèmes sur lesquels il nous semble prioritaire de recueillir l'expression des citoyens.

CONCRÈTEMENT, COMMENT FAIRE ?

CHOISISSEZ LE OU LES THÈME(S)

La CFDT considère qu'il ne faut pas se limiter aux seuls thèmes proposés par le gouvernement (transition écologique, fiscalité et dépenses publiques, démocratie et citoyenneté, organisation de l'État et des services publics). Restez libre dans le choix !

Les thèmes peuvent être par exemple : fiscalité, démocratie, transition écologique, services publics, pouvoir d'achat, précarité, territoires, travail et emploi, logement, transports, partage des richesses, solidarité, éducation, alimentation, etc.

DÉFINISSEZ UN MODE D'ANIMATION

Il vous faudra l'adapter au nombre de participants et au temps disponible. Si le lieu le permet, n'hésitez pas à regrouper les participants en sous-groupes afin de favoriser la participation du plus grand nombre. Par exemple, chaque groupe désigne un animateur et un rapporteur, et échange sur un thème précis. L'objectif : faire ressortir quelques propositions (à vous d'en préciser le nombre). Une synthèse¹ est présentée en plénière avec, si le temps le permet, un temps d'échange collectif.

Si vous souhaitez vous inscrire dans le cadre du débat national, vous devez **au préalable inscrire en ligne votre initiative** sur la plateforme du gouvernement. Toutes les modalités sont précisées à l'adresse suivante : <https://granddebat.fr/>

Vous avez le choix entre une réunion ouverte à tous ou réservée (adhérents, salariés de votre entreprise...). Si

vous le souhaitez, votre réunion sera mentionnée sur la plateforme dans un délai de deux jours.

Attention, si votre thème n'est pas un des quatre proposés sur le site, choisissez le plus proche.

DÉFINIR UN HORAIRE ET UN LIEU

11 Une date **avant le 15 mars** (conclusion du débat national).

21 Optez pour une durée (de 1h à 2h jusqu'à une demi-journée) selon le nombre de thèmes à aborder et le nombre de personnes attendues (si besoin, n'hésitez pas à prévoir une inscription préalable).

31 Selon le public et le lieu, **adaptez-vous aux contraintes des personnes.**

- Sur les lieux de travail, vous pouvez revendiquer que la direction permette l'organisation d'un débat sur le temps de travail. Sinon, la pause déjeuner fera l'affaire, par exemple en mode pique-nique !
- Si le débat est ouvert plus largement autour de vous, privilégiez les fins de journée et les week-ends.

41 Si possible trouvez un lieu que vous pourrez aménager facilement. Dans l'idéal, des tables et des chaises à organiser en cercles pour favoriser les échanges.

COMMUNIQUER

Pour mobiliser largement, diffusez l'information par mail, par affichage, via les réseaux sociaux (en créant un événement Facebook ou en utilisant le #GrandDébat et le @CFDT).

Enfin, rien de tel qu'un petit déjeuner ou un simple buffet pour mettre les participants dans de bonnes dispositions et faciliter les échanges !

¹ Cf. Annexe 1

LE JOUR J

AVANT LE DÉBAT

Définissez les règles du jeu

- Désignez la personne en charge de l'animation : elle modèrera le débat et sera maître du temps. Elle devra notamment s'assurer que tout le monde puisse s'exprimer.
- En guise d'introduction, présentez les organisateurs du débat, le cadre et le thème choisi.
- La règle d'or ! On s'écoute et on ne monopolise pas la parole pendant 10 minutes.
- Le débat doit se faire dans le respect : on ne crie pas, on ne s'insulte pas et on ne prend pas à partie les autres personnes.

PENDANT LE DÉBAT

Malgré tous vos efforts, une personne monopolise la parole : tentez d'abord le rappel diplomatique des règles de parole déjà énoncées : « je comprends votre point de vue, voyons ce qu'en pensent les autres. »

Un conflit éclate : tentez de le désamorcer. Si le désaccord est faible, montrez qu'il peut y avoir un terrain d'entente. Sinon, actez le désaccord et passez au point suivant.

APRÈS LE DÉBAT

Remerciez les participants et informez-les de ce que leurs contributions deviendront. Si vous avez prévu un émargement avec les coordonnées des personnes, envoyez-leur le compte-rendu qui sera réalisé, et profitez-en pour garder le contact. Par exemple, informez-les des prochains événements que vous organisez.

Côté CFDT, vous pouvez transmettre le compte-rendu des échanges à votre URI et fédération afin de nourrir le débat interne.

Si vous souhaitez que les conclusions de votre réunion soient prises en compte via la plateforme gouvernementale, il faudra utiliser les modèles de compte-rendu intégrés dans chacune des fiches de présentation par thème. Ces modèles étant particulièrement contraints, il est aussi possible d'envoyer votre compte-rendu par courrier postal à l'adresse suivante: **Mission Grand Débat - 244 boulevard Saint-Germain 75007 Paris**.

CO-ORGANISATIONS AVEC LES PLACES DE LA RÉPUBLIQUE

La CFDT a initié en 2016 la création d'un collectif « Les Places de la République » composé de syndicats, d'associations et mutuelles* dont l'un des objectifs est de démultiplier les actions en faveur du vivre-ensemble pour participer à la reconstruction du pacte démocratique pour une société plus juste.

Lorsque c'est possible, nous vous encourageons à l'animation de débats de proximité sous l'égide des Places de la République. En plus de favoriser la bonne tenue des débats avec nos propres outils, nous donnerions ainsi à voir qu'il existe des lieux ouverts à tous – les organisations qui composent ce collectif et potentiellement d'autres – qui permettent d'agir concrètement au quotidien pour plus de justice sociale et de fraternité.

N'hésitez pas à prendre contact avec les correspondants locaux des organisations des Places de la République. Si nécessaire, votre Union régionale vous fournira la liste de ces correspondants.

Quelle que soit l'issue que le gouvernement donnera à ces débats, de telles initiatives permettront de lancer une dynamique commune pour redonner à la société civile la place qui doit être la sienne au niveau national et dans les territoires.

** ATD Quart-Monde, CFDT, CFTC, FAGE, Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), France nature environnement (FNE), Fondation pour la nature et l'homme (FNH), Les Francas, France terre d'asile, Ligue de l'enseignement, Mouvement associatif, Mutualité française, Pacte civique, Réseau action climat (RAC), UNSA, et WWF auxquels s'ajoutent pour l'organisation d'initiatives communes : l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNIOPSS), le Secours catholique, la Fondation Abbé Pierre et la Cimade.*

LES THÈMES

Les éléments suivants ont pour objectif de vous aider à préparer le cadrage de la discussion. Réfléchissez aux questions que peuvent soulever les thèmes choisis, afin de pouvoir initier le débat ou le relancer.

FISCALITÉ

Constat

- En France, l'impôt sur le revenu ne représentait en 2017 que 7% des prélèvements obligatoires, selon un rapport parlementaire.
- Les droits de succession sur des biens compris entre 15 932€ et 552 324€ sont de 20% pour les héritiers directs.
- L'ISF pesait 5 milliards d'euros en 2017. En 2018, il est remplacé par l'IFI (Impôt sur la fortune immobilière) et devrait générer 2 milliards de recettes (DGFIP, 2016).
- En 2018, les six premiers postes de dépenses de l'État sont (en milliards d'euros)² :
 - Enseignement scolaire : 71,6
 - Défense : 42,6
 - Charge de la dette : 41,2
 - Recherche et enseignement supérieur : 27,7
 - Sécurité : 19,8
 - Solidarité, insertion et égalité des chances : 19,7

Problématique

L'impôt doit permettre à chaque citoyen de bénéficier de services publics de qualité, tout en réduisant les inégalités. Il est un élément central de notre pacte social. Comment rend-on l'impôt plus juste pour qu'il soit mieux accepté ?

Quelques questions

Savez-vous à quoi sert votre impôt sur le revenu ? Plus généralement, l'utilisation de vos impôts est-elle lisible pour vous ? Comment rendriez-vous l'impôt plus juste ?

Quelles sont les solutions/idées que vous proposez pour répondre à la problématique ?

DÉMOCRATIE

Constat

- Une fatigue démocratique qui se traduit par une abstention en hausse (22,2% au premier tour de la présidentielle de 2017 contre 20,5% en 2012 et 16,2% en 2007) (Ministère de l'Intérieur).
- Une confiance en baisse : aujourd'hui seule la figure du maire bénéficie de la confiance d'une majorité de Français (58% en 2018 selon le dernier baromètre du Cevipof).
- 8 personnes sur 10 pensent que le dialogue social ne fonctionne pas bien en France (Cevipof, 2018).

Problématique

Notre pays traverse depuis plusieurs années une crise démocratique qui se traduit par une défiance de plus en plus grande des citoyens à l'égard de la démocratie représentative, en particulier des élus. Cette défiance touche aussi l'ensemble des institutions, et des corps intermédiaires, syndicats compris.

Comment faire pour redonner son souffle à la démocratie afin que chacun se sente représenté ?

Quelques questions

Comment participez-vous à la vie démocratique ? Avez-vous déjà participé à une démarche de démocratie participative ? Si oui, laquelle ? Avez-vous apprécié ? Si non, pourquoi ? Quelle méthode un élu devrait-il suivre pour décider ? Sur quels sujets précisément aimeriez-vous être consulté dans votre ville ? Quel regard portez-vous sur les organisations syndicales et la démocratie sur votre lieu de travail ?

Quelles sont les solutions/idées que vous proposez pour répondre à la problématique ?

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Constat

- Le bilan carbone moyen d'un Français est de 11,9 tonnes de CO₂ par an.
- Le bâtiment représente 45% de la consommation d'énergie du pays et 14% des émissions de gaz à effet de serre (Ademe, 2015).
- La dépense annuelle moyenne en énergie d'un ménage en France est de 3207 euros (2013). La plus grande partie (1335 euros) concerne les carburants, suivie ensuite de l'électricité (894 euros) et du gaz (477 euros) (CGDD, 2014).
- Les plus modestes ne peuvent pas assumer ce coût. Conséquence de cette précarité énergétique : des dommages en matière de santé notamment.

Problématique

Selon les estimations de notre empreinte écologique, il faudrait, au rythme actuel et au niveau mondial, 1,7 Terre pour subvenir à nos besoins pour une année. Ce modèle n'est pas soutenable et nécessite d'opérer une transition écologique. Elle implique de changer nos modes de consommation, de déplacement et de production.

Comment faire cette transition écologique sans pénaliser socialement les plus démunis ?

Quelques questions

Avez-vous une alternative à la voiture individuelle pour vous déplacer ? Pensez-vous pouvoir faire des économies sur votre consommation ? Avez-vous fait évoluer

² Budget de l'État voté en quelques chiffres (Direction du budget)

vos modes de consommation dans les dernières années, et si oui comment ?

Quelles sont les solutions/idées que vous proposez pour répondre à la problématique ?

SERVICES PUBLICS

Constat

- Dans de nombreux territoires ruraux isolés, les fermetures de services publics se multiplient ou s'accroissent.
- 54% de la population rapporte des difficultés pour résoudre un problème avec une administration ou un service public dont 38% en raison de difficultés à rencontrer quelqu'un (Défenseur des droits, 2017).
- Les services publics se concentrent sur les métropoles : selon la densité de la commune, le trajet pour accéder à un service public peut être multiplié par 2 voire 3 (INSEE, 2016).

Problématique

Nous vivons tous dans des territoires très différents et nous avons tous besoin de services publics qui nous accompagnent au quotidien. La proximité des services publics est donc une attente légitime et une condition de l'égalité entre les citoyens.

Comment faire pour la satisfaire ?

Quelques questions

Avez-vous des difficultés d'accès à un ou plusieurs services publics ? Quel est la dernière fois que vous avez manqué d'un service public ? Connaissez-vous les maisons de services au public ? Si oui, sont-elles adaptées aux besoins des habitants de votre commune ? Comment la dématérialisation des services publics change-t-elle votre quotidien ? Pour quels services vous semble-t-elle inadaptée ?

Quelles sont les solutions/idées que vous proposez pour répondre à la problématique ?

POUVOIR D'ACHAT

Constat

- 86% des Français estiment avoir perdu du pouvoir d'achat dans les douze derniers mois (sondage Eudoxa septembre 2018).
- La moitié des Français ont un niveau de vie inférieur à 1 710 euros par mois (INSEE 2018).
- Le poids des dépenses contraintes est passé en France de 12% dans les années 1960 à près de 30% en 2016 (INSEE, 2017).

- 58% des Français pensent que le dialogue social au sein de l'entreprise devrait concerner en priorité les salaires et le pouvoir d'achat (Cevipof, 2018).
- En 2018, les retraités ont subi la hausse non compensée de la CSG et la sous-indexation des pensions.

Problématique

Il y a deux façons d'accroître le pouvoir d'achat : augmenter le revenu du travail et limiter le poids des dépenses contraintes (logements, électricité, téléphone...). Comment agir sur ces deux leviers ?

Quelques questions

Quelles sont vos dépenses contraintes ? Quel est votre reste à vivre après les dépenses contraintes ? Depuis combien de temps vos revenus n'ont pas augmenté ? Avez-vous changé vos habitudes d'achat suite à une diminution de votre pouvoir d'achat ? Pensez-vous que la situation de votre entreprise lui permettrait de vous payer davantage ?

Quelles sont les solutions/idées que vous proposez pour répondre à la problématique ?

SANTÉ

Constat

En 2014, environ 1 personne sur 4 déclarait avoir renoncé à au moins un soin au cours de l'année pour des raisons financières (Drees-Irdes).

En 2015, plus d'un tiers de la population souffrait de maladies chroniques (cardio-vasculaires, affections respiratoires, diabète, cancers...) selon l'Assurance maladie.

Environ 8% de la population (5,3 millions de personnes) fait face à une situation de faible accessibilité aux soins (Drees).

Problématique

Comment notre système de santé doit-il évoluer pour assurer une égalité d'accès à des soins de qualité pour tous les citoyens sur l'ensemble du territoire ?

Quelques questions

Dans quelle intercommunalité manque-t-il des médecins dans votre région ? Combien de temps vous faut-il pour avoir un rendez-vous avec un spécialiste ? Où pensez-vous qu'il faudrait installer des maisons de soins pluridisciplinaires ? Que pensez-vous des diagnostics médicaux à distance (par internet) ?

Quelles sont les solutions/idées que vous proposez pour répondre à la problématique ?

PRÉCARITÉ - PAUVRETÉ

Constat

En 2015, 14,3% de la population en France métropolitaine est sous le seuil de pauvreté monétaire à 60% du revenu médian (soit moins de 1 008€ par mois pour une personne seule) (INSEE, 2016).

Selon l'INSEE, plus d'un ménage sur cinq est dans une situation de précarité énergétique (mesurée à partir du budget consacré à leur facture énergétique et de la sensation de froid dans leur logement).

Plus d'un tiers des personnes qui devraient bénéficier du RSA socle ne le réclament pas selon un rapport parlementaire de 2016.

Problématique

Quels sont les leviers pour lutter contre la pauvreté ?

Quelques questions

Avez-vous déjà connu des difficultés à vous chauffer ? Si oui, comment auriez-vous souhaiter être aidé ? D'après vous, pourquoi certaines personnes ne font pas valoir leurs droits aux minimas sociaux ? Avez-vous des difficultés à boucler les fins de mois ? Sauriez-vous à qui vous adressez si c'était le cas ?

Quelles sont les solutions/idées que vous proposez pour répondre à la problématique ?

TERRITOIRES

Constat

- 60% de la population et 80% des catégories modestes vivent dans les zones rurales, les zones de montagnes, les petites villes et villes moyennes, les quartiers populaires, ainsi que les zones périurbaines.

- Moins d'un quart des personnes pauvres vivent dans un quartier dit « prioritaire » (INSEE, 2012).

- Le cœur des métropoles concentre les hauts revenus quand une grande partie de la France, loin des centres-villes, dispose de faibles niveaux de vie.

- Les grandes aires urbaines connaissent un phénomène croissant de métropolisation, qui concentre les activités économiques dynamiques, l'innovation, les grands équipements publics (hôpitaux, universités, etc.) mais aussi toute la gamme de services publics et privés (commerces, téléphonie, réseau internet par exemple) et les modes de transports.

Problématique

Un grand nombre de citoyens qui ne vivent pas dans de grands centres urbains subit un accès dégradé aux services publics comme privés et un accroissement des dépenses de transports dans la vie quotidienne, notamment pour se rendre au travail.

Comment agir contre ces fractures territoriales ?

Quelques questions

Combien de temps vous faut-il pour aller acheter le pain ? D'autres produits de consommation courante ? De quels services (publics et/ou privés) manquez-vous au quotidien ?

D'après vous, à quelle distance (en minutes) devrait-on trouver le socle de services nécessaires pour vivre (alimentation, soins...) ?

Quelles sont les solutions/idées que vous proposez pour répondre à la problématique ?

TRAVAIL ET EMPLOI

Constat

- Le taux de chômage en France métropolitaine était de 9,1% au 3^{ème} trimestre 2018. 6 demandeurs d'emploi sur 10 perçoivent une allocation chômage et la moitié des demandeurs d'emploi indemnisés travaillent chaque mois (INSEE, 2018).

- À l'automne 2018, 18,3% des personnes en activité travaillent à temps partiel et 81,7% travaillent à temps complet (OCDE, 2018).

- En France, en 2017, 88% des salariés sont en contrat à durée indéterminée (CDI) et 12% en contrat à durée déterminée (CDD) ou en Intérim. Mais 90% des embauches se font en CDD dont 70% durent moins d'un mois et 25% moins d'un jour (DARES, 2018).

- 29% des répondants à Parlons travail disent avoir une charge de travail correcte. Et seulement 27% disent avoir un niveau d'autonomie que l'on pourrait qualifier de « normal ».

- 42% des répondants à *Parlons travail* estiment que la durée légale du travail n'est pas le problème, mais l'enquête fait ressortir la difficulté à concilier vie professionnelle et vie privée.

Problématique

De trop nombreuses personnes sont exclues de l'emploi ou ne bénéficient pas d'un emploi de qualité (temps partiel subi, horaires décalés, peu d'autonomie...). Par ailleurs la qualité de vie au travail est encore trop peu considérée. Enfin l'articulation vie professionnelle-vie privée est un enjeu majeur pour de nombreuses personnes.

Comment faire pour favoriser l'accès à l'emploi et améliorer la qualité de vie au travail ?

Quelques questions

Avez-vous été au chômage ? Comment avez-vous été accompagné vers l'emploi ? Quels services vous ont éventuellement manqué ? Comment vivez-vous votre travail ? Vous êtes-vous déjà mobilisé pour améliorer votre qualité de vie au travail ? Avez-vous du faire des concessions pour trouver un équilibre vie pro-vie perso ?

Quelles sont les solutions/idées que vous proposez pour répondre à la problématique ?

SOLIDARITÉ

Constat

- En 2016, l'État français consacre 32,1% de la richesse nationale aux prestations sociales (DARES, 2018).
- En 2017, 65% des Français estiment que les pouvoirs publics n'en font pas assez pour lutter contre la pauvreté (Drees, 2017).
- En France, 1 personne sur 4 s'investit dans une association et un jeune sur deux de moins de 25 ans donne gratuitement de son temps à une association, un projet social ou politique, structuré ou non (CREDOC, 2015).
- En 2017, la France accorde l'asile à 40 575 personnes (soit 0,061% de sa population). En comparaison, l'Allemagne l'a accordé à l'équivalent de 0,39% de sa population et l'Italie à 0,060% (Eurostat, 2018).
- Une personne sur quatre a été confrontée à des propos ou comportements stigmatisants au travail selon la dernière enquête du Défenseur des droits (2018).

Problématique

Le rôle de l'État en termes de solidarité au niveau national et international est-il suffisant ? Comment mieux intégrer à la société les personnes victimes de discrimination voire d'exclusion ? Comment permettre au plus grand nombre de personnes de donner de leur temps pour des projets sociaux, culturels... ?

Quelques questions

Auriez-vous souhaité que la société soit plus solidaire à un moment particulier de votre vie ? Comment faites-vous pour vous investir auprès des autres (accompagnement des sorties d'écoles, investissement dans une association, soutien auprès d'un proche en difficulté...) ? Pensez-vous que le lieu de travail doit être un espace d'expression de la solidarité ?

Quelles sont les solutions/idées que vous proposez pour répondre à la problématique ?

3) *L'évolution de l'engagement bénévole associatif en France, de 2010 à 2016* (FOP pour France Bénévolat)

ANNEXE 1 : Tableau de restitution à imprimer en A3 et disposer sur les tables

<p>Thème : Problématique :</p>	<p>Qu'est-ce qui ne marche pas et qu'il faut arrêter ou faire évoluer ? quelle est votre réalité, ce que vous vivez ?</p>
<p>Idées, propositions d'amélioration</p>	<p>Qu'est-ce qui ne marche pas et qu'il faut arrêter ou faire évoluer ? quelle est votre réalité, ce que vous vivez ?</p>